

# «L'alcool, première arme de soumission chimique»

Une soirée d'information a pointé les risques de produits, notamment le GHB. Pour appuyer que c'est l'alcool le plus en cause dans les cas d'agressions sexuelles.

Frédéric BERG  
fberg@charentelibre.fr

Des jeunes femmes qui décrivent une soirée à Angoulême. Un verre parfois, un peu plus d'autres fois et pour toutes un «trou noir» de quelques heures. Nous avions relayé fin 2018 les témoignages de ces femmes décrivant des années et des agressions sexuelles. Avec le GHB comme piste crédible. Une réunion d'information sur les dangers des substances de soumission chimique était organisée jeudi soir au centre hospitalier d'Angoulême par l'Agence régionale de santé (ARS) et le Comité départemental de prévention des addictions et dépendances (Copard) pour «faire suite aux faits rapportés et les craintes que cela a pu créer». Deux médecins et un policier sont intervenus et échangé avec des professionnels de santé, de l'éducation et du social. Pour dire la «fragilité» des témoignages quand les souvenirs le sont aussi, la «nécessité» de porter plainte, de se rendre dès que possible à l'hôpital. Pour dire la difficulté de porter plainte quand la honte fait surface, quand il faut

«affronter» des «aspects médico-légaux pesants». Pour défaire aussi des «rumeurs» ou croyances persistantes. Philippe Batel, psychiatre et addictologue du centre hospitalier Camille-Claudet, connaît le GHB pour avoir travaillé sur ses effets autant que ses modes de consommation. «C'est une drogue peu chère, disponible via internet. Elle provoque une forme de coma agité et bref dans un délai très court, entre quinze à trente minutes, et ses effets durent d'une à vingt-quatre heures».

## «Aucune affaire en cours»

Pour lui, les cas décrits à Angoulême relèvent d'autres substances. «Un prédateur sexuel serait stupide d'utiliser du GHB dans un établissement de nuit quand on sait les effets du produit. Il ne veut pas que sa victime s'effondre sur la piste de danse ou au comptoir.» Nicolas Rambour, officier de police au commissariat d'Angoulême, confirme. «Nous n'avons aucune affaire en cours avec un usage criminel de GHB. J'ai reçu les victimes identifiées ou qui ont



Philippe Batel, psychiatre, a étudié les effets du GHB.

Photo Quentin Petit

porté plainte. Elles décrivent un trou noir pendant la nuit mais aucune ne s'est plainte d'agression sexuelle. J'insiste sur un point: il faut que les victimes portent plainte, il faut que les personnes au courant, les témoins éventuels, nous informent.» Le docteur Emmanuel Blancher, urgentiste et référent «violences faites aux femmes» au centre hospitalier d'Angoulême, abonde.

«De nombreux produits sont utilisés: l'alcool, les benzodiazépines, le cannabis, les neuroleptiques et les somnifères et des drogues hallucinogènes, notamment l'ecstasy», a détaillé le médecin qui explique que concernant le GHB: «On retrouve des traces dans le sang pendant six à huit heures, dans les urines de huit à douze heures, d'où l'importance des prélèvements précoces. On peut également le re-

## Des «soirées GHB» en Charente

Si le GHB n'a pas été retrouvé dans des affaires d'agressions sexuelles récentes, sa consommation dans le département inquiète. L'Agence régionale de santé a rapporté l'existence de «soirées GHB», notamment dans le milieu étudiant. «Le GHB est consommé pour ses effets: euphorie, désinhibition», explique Philippe Batel.

trouver dans les cheveux plusieurs semaines ou mois après.» Une jeune femme a rapporté le cas d'une amie «élève infirmière» qui a vécu une soirée similaire aux autres victimes, un verre et puis un trou noir. Une assistance sociale raconte le témoignage de collégiennes qui «évoquent des soirées bizarres». «Que faire dans ces cas-là quand s'ajoute la peur d'informer les parents?» «Il faut signaler», a martelé Nicolas Rambour. Philippe Batel a voulu faire passer un «message préventif». «En buvant trop, on consent à ne plus avoir de consentement. L'alcool est la première arme de soumission chimique dans les affaires d'agressions sexuelles.» Nicolas Rambour abonde. «Le viol type, c'est une victime qui a consommé de l'alcool et un joint et un suspect qui affirme que l'autre était consentant. Pour caractériser un viol, on a besoin de preuves scientifiques. Selon le code pénal, on doit prouver l'absence de consentement de la victime.» Nathalie Hugonnet, déléguée départementale aux droits des femmes, a tenu à préciser que «des victimes ne sont pas responsables d'avoir été abusées». «Elles ne vont pas en soirée pour être violées.»

## CPME Charente, Le syndicat patronal au plus proche des chefs d'entreprise

Conseils, réactivité, informations, mais aussi une représentation auprès des organismes paritaires et autres organisations, la CPME répond aux problématiques des TPE et PME présentes sur l'ensemble du territoire.

**Leur slogan,** «notre valeur ajoutée c'est l'homme», décrit parfaitement l'esprit, l'ADN, de la confédération des petites et moyennes entreprises de la Charente. **Sa particularité?** «Nous sommes l'interlocuteur unique et privilégié des TPE et PME du département», souligne Aline Duverger, secrétaire générale. Et de préciser que «notre Union départementale se veut interprofessionnelle, nous accueillons tous les secteurs d'activité. L'artisanat, le commerce les services, l'industrie comme les professions libérales. Tous les statuts juridiques y sont représentés.»

**Leur force?** «Un lien étroit et de proximité avec nos adhérents. Quand un chef d'entreprise éprouve une difficulté il y a toujours quelqu'un au bout du fil. Ils possèdent le savoir-faire mais ont souvent peu de temps pour autre chose. Nous les soutenons dans le mille-feuille administratif et les aidons à trouver des solutions, faire le point sur leur situation, obtenir des délais auprès des organismes. On leur propose des outils, des méthodes, les mettons en lien avec le réseau pour échanger sur leur problématique», énumère Aline Duverger. Un syndicat qui rassemble, fait circuler l'information, crée du lien, assiste, épaula, sans perdre de vue l'essentiel, l'humain, la force et l'envie d'entreprendre.

### Un service gratuit de correspondance par mail

**Un souci, une question?** Une correspondance par mail a été mise en place qui permet à l'adhérent d'entrer facilement en contact avec le syndicat. «Nous nous engageons à lui répondre dans les 48h. J'utilise les compétences de mes autres souscripteurs, pour savoir qui peut apporter son éclairage. De l'entraide qui marche très bien», observe la secrétaire.

**cpme16**  
CHARENTE

142, route de Vars - GOND-PONTOUVRE  
06 49 23 42 90 / 05 45 70 25 25  
www.cpme16.fr - contact@cpme16.fr



### Le conseil des experts

Pour un cas un peu plus compliqué, «je sollicite entre 2, 3 experts du syndicat qui peuvent rencontrer le dirigeant, discuter de sa situation, l'aider à verbaliser ses difficultés et lui permettre de bénéficier de leur propre réseau.»

### Réunions d'information

Elles ont lieu deux à trois fois par mois sur tous types de sujet qui peuvent intéresser les adhérents. Des formations spécifiques sont aussi proposées (ATMP et SST).

### Déjeuners mensuels

Se rencontrer, prendre un temps convivial pour échanger, se connaître, dans le but de mailler les compétences sur le territoire. «Il existe de véritables pépites en Charente. Nous organisons aussi des visites d'entreprises depuis l'année dernière qui facilitent la connaissance du tissu économique local.»

## Témoignage Edwige Ciria, gérante de la boutique Du Beau Linge à Saint-Yrieix



«J'ai eu besoin de la CPME dans le cadre d'une fin de contrat compliquée avec ma salariée. J'ai pris contact avec le syndicat et j'ai eu ma réponse dans les 48h. Grâce à eux, j'ai pu régler ma problématique sans heurts.»

### Chiffres

Plusieurs centaines d'adhérents en Charente dont 42 siègent dans les organismes paritaires à titre bénévole. Conseil des Prud'hommes, CPAM, URSSAF, médiateur de crédit.